
Vevey

Des loyers cassés pour Lionel Girardin

Les révélations se succèdent dans la ville d'Images. Selon nos informations, la société du municipal socialiste, Operation Project, aurait profité de prix défiant toute concurrence pour la location de locaux. Explications. **Page 4**

L' élu socialiste a b n fici de loyers moitié prix

Le municipal louait 70 m² au centre de Vevey pour 700 fr. par mois seulement. La Fondation Apollo le suspend « titre pr ventif»

St phanie Arboit

Des conflits d'int r ts viennent peine d' tre mis au jour autour du municipal PS Lionel Girardin («24 heures» de mardi) que d j surgissent d'autres r v lations. Selon nos informations, la soci t de l' lu aurait profit , pour des locaux, d'un prix d fianc toute concurrence.

Pour rappel, la Fondation Apollo, situ e au centre-ville de Vevey, est h berg e dans des locaux trop grands pour elle. Elle en sous-loue donc une partie (70 m²) la soci t de Lionel Girardin, Operation Project. La Fondation Apollo paie cette adresse environ 20 fr. par mois le m tre carr . Or Operation Project ne louerait qu' la mouli de ce prix, soit un loyer mensuel de 700 fr. au lieu de 1400 fr.

De plus, Operation Project sous-loue son tour cet espace pour du coworking (bureaux partag s) un tarif d marrant 330 fr. par mois hors taxe par coworker, comme le pr cise le site Internet de la soci t . Actuellement, en principe sept sous-locataires b n ficient de cet espace et des services qui y sont rattach s (notamment la t l -phonie, l'imprimante et les nettoyes).

S'ils sont av r s, ces agissements seraient encore plus graves que ceux reproch s jusqu'ici au municipal socialiste. Comme le soulignait dans nos colonnes ce mercredi le conseiller d' tat Pierre-Yves Maillard: «S'il y a en-



La Fondation Apollo, situ e au centre-ville de Vevey, est h berg e dans des locaux trop grands pour elle. Elle en sous-loue donc une partie (70 m²) la soci t de Lionel Girardin. VANESSA CARDOSO

richissement indu et que les conflits d'int r ts ont l s les int r ts de la Fondation, il peut y avoir sanction p nale.» Pour m moire, le Canton a lanc un audit du Contr le cantonal des finances (CCF). Les choses ne tra nent pas puisque, selon nos informations, il devrait d marrer lundi.

Pourquoi un tel arrangement a-t-il t conclu entre la Fondation Apollo, financ e gr ce de l'argent public, et Operation Project? Qui a pris ces d cisions? Lionel Girardin comme pr sident d'Apollo? Lui et la directrice? Le conseil de fondation? Silence radio de tous les int ress s.

Lionel Girardin, actuellement en arr t maladie, ne r pondra aucune question.

Suspendu pr ventivement Lionel Girardin avait annonc «24 heures» ce mardi qu'il d missionnait de son poste de pr sident de la Fondation Apollo, «imm diatement ou la fin de l'audit du Contr le cantonal des

finances, nous d ciderons avec le conseil de fondation».

Il ne s'est pourtant pas pr sent la s ance extraordinaire du conseil de fondation de ce mardi. Ce dernier a d cid « titre pr ventif de le suspendre de ses fonctions de pr sident et de le priver de ses pouvoirs y relatifs jusqu'aux conclusions de l'enqu te». De plus, il est mis un terme aux relations contractuelles «qui pourraient impliquer directement ou indirectement M. Girardin ou toutes personnes ou entit s proches de celui-ci».

Comment les employ s de la Fondation pourront-ils travailler en l'absence du support administratif et informatique, habituellement fourni par Lionel Girardin, son pouse et son fr re? Les membres du conseil ne r pondront aucune question.

Le conseil pr cise n anmoins s' tre d termin «suite l'agitation m diatique qui touche la Fondation et aux accusations formul es l'encontre de son pr si-

dent», mais souligne «qu'en l' tat, et malgr ses d cisions pr ventives in vitables, il respecte la pr somption d'innocence de M. Girardin».

Une direction ad interim sera-t-elle nomm e? «Nous demandons au CCF de nous alerter si une situation d'enrichissement au d triment de la Fondation doit faire l'objet d'une intervention urgente de notre part, r pond Fran oise Jaques, cheffe du Service de pr voyance et d'aide sociales (principal bailleur de fonds d'Apollo). Nous ne d livrons pas d'autorisation de diriger dans ce cadre, mais une intervention aupr s du conseil de fondation pour que quelque chose soit modifi avant la fin du mandat du CCF est possible.»

Jessica Jaccoud, pr sidente du PS Vaud, «prend acte mais ne dispose pas des pi ces pour juger du bien-fond de ces all gations. Le parti esp re que le CCF fera la lumi re et apportera un regard objectif et transparent.»